

**LOI n° 84-500 du 27 juin 1984 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 sur les brevets d'invention, modifiée (1).**

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est ajouté à la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 sur les brevets d'invention, modifiée, un article 54 nouveau, ainsi rédigé :

**Article 54.**

Lorsque le tribunal est saisi d'une action en contrefaçon sur le fondement d'un brevet faisant l'objet en France d'une exploitation industrielle effective et sérieuse, son président, saisi et statuant en la forme des référés, peut interdire à titre provisoire sous astreinte la poursuite des actes argués de contrefaçon dès lors qu'ils entraîneraient un préjudice difficilement réparable et que l'action au fond lui apparaît sérieuse.

La demande d'interdiction n'est admise que si l'action en contrefaçon a été engagée dans un bref délai à compter du jour où le breveté a eu connaissance des faits sur lesquels elle est fondée.

Le président du tribunal peut subordonner l'interdiction à la constitution par le demandeur de garanties destinées à assurer l'indemnisation éventuelle du préjudice subi par le défendeur si l'action en contrefaçon est ultérieurement jugée non fondée.

Art. 2. — Il est ajouté à la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 précitée un article 58 *bis* nouveau ainsi rédigé :

**Article 58 bis.**

Toute personne qui justifie d'une exploitation industrielle sur le territoire français ou de préparatifs effectifs et sérieux à cet effet, peut inviter le titulaire d'un brevet à prendre parti sur l'opposabilité de son titre à l'égard de cette exploitation dont la description lui est communiquée.

Loi n° 84-500 TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

**Sénat :**

Projet de loi n° 248 ;  
Rapport de M. Ciccolini, au nom de la commission des lois, n° 266 (1983-1984) ;  
Discussion et adoption le 25 avril 1984.

**Assemblée nationale :**

Projet de loi adopté par le Sénat, n° 2074 ;  
Rapport de M. Chomat, au nom de la commission de la production, n° 2110.  
Discussion et adoption le 23 mai 1984.

**Sénat :**

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, n° 335 (1983-1984) ;  
Rapport de M. Ciccolini, au nom de la commission des lois, n° 366 (1983-1984) ;  
Discussion et adoption le 12 juin 1984.

Si ladite personne conteste la réponse qui lui est faite ou si le titulaire du brevet n'a pas pris parti dans un délai de trois mois, elle peut assigner ce dernier devant le tribunal pour faire juger que le brevet ne fait pas obstacle à l'exploitation en cause, et ce, sans préjudice de l'action en nullité du brevet et d'une action ultérieure en contrefaçon dans le cas où l'exploitation n'est pas réalisée dans les conditions spécifiées dans la description visée à l'alinéa précédent.

Les dépens afférents à l'action instituée à l'alinéa précédent sont à la charge du demandeur.

Art. 3. — Le deuxième alinéa de l'article 67 de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 précitée est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il prend les décisions prévues par la présente loi, notamment sur les recours en restauration. Toute décision de rejet doit être motivée et notifiée au demandeur dans les conditions et délais fixés par décret. »

Art. 4. — Le 2 de l'article 68 de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 précitée est remplacé par les dispositions suivantes :

« 2. La cour d'appel de Paris connaît directement des recours formés contre les décisions du directeur de l'Institut national de la propriété industrielle prises en application de la présente loi. »

Art. 5. — Il est ajouté à l'article 70 *ter* de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 précitée deux alinéas nouveaux ainsi rédigés :

« Sur leur demande, ces personnes peuvent, en outre, bénéficier de l'assistance d'un conseil en brevets d'invention dans les procédures devant l'Institut national de la propriété industrielle.

« Cette assistance est prise en charge par l'Institut. »

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 27 juin 1984.

FRANÇOIS MITTERRAND.

Par le Président de la République.

Le Premier ministre,

PIERRE MAUROY.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

ROBERT BADINTER.

Le ministre de l'industrie et de la recherche,

LAURENT FABUS.